

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de Thierry de Montbrial
(séance du lundi 7 janvier 2013)

Jean-Claude Casanova : Vous avez dit que la nationalisation du Web était aujourd'hui techniquement possible. Est-elle politiquement possible et, si c'est le cas, est-elle politiquement probable ?

Vous avez évoqué, ce qui est peu commun, Papaligouras qui estimait que le facteur fondamental dans le système international est l'hétérogénéité. Papaligouras pensait évidemment à l'hétérogénéité « communisme et non communisme », « démocratie et non-démocratie ». L'idée implicite qui sous-tend ce point de vue est que l'homogénéité est pacifique et l'hétérogénéité potentiellement belliqueuse. Aujourd'hui, paradoxalement, on donne tort aussi bien à Fukuyama, qui voit la fin de l'histoire dans l'homogénéité qui advient, et à Huntington, qui conçoit une hétérogénéité permanente. Or, ces deux penseurs ne peuvent avoir tort en même temps. Comment voyez-vous personnellement le monde qui vient et quel est actuellement à votre avis le facteur fondamental d'hétérogénéité ?

Réponse : Oui, contrôler le Web est techniquement possible. En revanche, il apparaît pour l'heure qu'il n'est pas possible de le contrôler politiquement. C'est pourquoi, dans ma communication, j'ai évoqué ce qui pourrait se passer "*the day after*", c'est-à-dire lorsque se sera produite une grande catastrophe. À mes yeux, il est certain, sans que je puisse savoir quand, qu'il y aura un jour une grande catastrophe. Pour ne citer que deux hypothèses, il se peut qu'une bombe nucléaire explose dans une grande capitale ou que le système informatique d'une très grande banque soit neutralisé. Une telle catastrophe, nécessairement, changera le monde et entraînera des réactions aujourd'hui imprévisibles.

Le concept d'hétérogénéité cher à Papaligouras me paraît encore plus important aujourd'hui qu'il ne l'était à l'époque de la guerre froide, ne serait-ce que parce qu'il recouvre une réalité plus complexe. Permettez-moi toutefois de ne pas être d'accord avec l'idée selon laquelle l'hétérogénéité serait source automatique de bellicosité. Si l'on respecte la différence, si l'on reconnaît au niveau international la spécificité de l'autre, il n'y a aucune raison pour que cela conduise à des guerres. Notre erreur a été de croire, à l'occasion de la mondialisation économique, que les valeurs occidentales allaient se répandre naturellement et instantanément dans l'ensemble du monde. Ce fut là l'illusion de « la fin de l'histoire » annoncée par Fukuyama.

*

* *

Jean-Claude Trichet : Ne pensez-vous pas que dans les trente ou quarante dernières années on a vu se constituer un embryon de gouvernance mondiale, certes essentiellement économique, avec la reconnaissance qu'il y a un intérêt supérieur à avoir un système économique et financier unifié et stable ? Le G20 succédant au G7 a une vocation réellement universelle en ce qui concerne la gouvernance informelle.

Les institutions internationales sont unanimement reconnues, si l'on veut bien faire abstraction de Cuba et de la Corée du Nord.

Dans un autre registre, je dois dire mon étonnement de voir une très grande puissance, la première du monde aujourd'hui, pratiquer, en réponse au terrorisme, des assassinats de manière ciblée, notamment par l'intermédiaire de drones, et bénéficier, me semble-t-il, de l'assentiment non seulement de sa population, mais également de l'ensemble des démocraties du monde. C'est là une situation que je n'aurais pu concevoir il y a dix ans. Comment interprétez-vous ce phénomène et quelles en sont à votre avis les conséquences morales ?

Réponse : Les assassinats ciblés ne sont en fait pas un phénomène nouveau. Les États-Unis les pratiquent plus ou moins intensément depuis longtemps et il est un pays, Israël, qui agit de même ouvertement. La nouveauté dans ce domaine tient surtout aux progrès considérables de la technologie qui permettent d'envoyer de très loin des robots tueurs dans à peu près n'importe quel point du monde. Elle tient aussi au fait que la décision de mise en œuvre remonte à présent jusqu'au président des États-Unis. Je laisserai le soin aux philosophes de se prononcer sur les implications morales de ce phénomène et je me contenterai de dire que la situation actuelle me paraît en tout état de cause préférable à l'hypocrisie qui prévalait naguère encore.

En ce qui concerne l'unité active "monde", je rappellerai qu'à mon sens une unité active politique présente des caractéristiques bien précises : il faut un espace et un peuple qui partage une culture commune – or, le monde ne partage pas de culture commune – et il faut une institution qui s'organise de telle sorte qu'elle puisse prendre en son nom des décisions collectives tant vis-à-vis de l'intérieur que vis-à-vis de l'extérieur. À cela s'ajoute la revendication de la souveraineté.

Cela étant dit, il apparaît effectivement qu'une ébauche de gouvernance mondiale se dessine. On constate que les principaux pôles du système multipolaire actuel s'entendent au moins sur une chose, à savoir l'intérêt commun qu'il y a à préserver la stabilité structurelle du système.

*

* *

Emmanuel Le Roy Ladurie : La question essentielle de l'homogénéité et de l'hétérogénéité se pose lorsque l'on pense à l'histoire de la France. Au XVIII^e siècle et même encore au XIX^e, on comptait dix langues au niveau populaire : le flamand, le mosellan, l'alsacien, le franco-provençal, l'occitan, le catalan, le basque, le breton, le corse et bien sûr la langue d'oïl avec diverses variantes, picard, normand, etc. Il y a certes toujours eu une langue dominante, le français, depuis le XV^e siècle, mais que ce soit jadis, avec cette hétérogénéité linguistique, ou aujourd'hui, avec une homogénéité linguistique, la France a toujours été unitaire. N'est-ce pas là un exemple qui pourrait avoir une portée mondiale ?

Réponse : Je n'oserai pas vous répondre que l'unification française s'est faite par la guerre, que l'extension du domaine royal s'est faite le plus souvent par la violence durant plusieurs siècles. Un exemple peut-être plus frappant encore serait celui de l'Inde, où plus de cent cinquante langues sont pratiquées et dont les billets de banque portent des mentions en pas moins de vingt langues. L'hétérogénéité n'est donc pas un obstacle à l'unité politique. Mais il est certain que certaines unités politiques sont fragiles. La Syrie d'aujourd'hui nous en livre un triste exemple.

Votre question m'est l'occasion de souligner un élément fondamental pour les phénomènes que nous évoquons : le facteur temps. Nombreux sont les processus qui ont besoin de beaucoup de temps. C'est une banalité que de constater que le monde occidental est malade du temps et qu'il voudrait pour tout une instantanéité, y compris pour la diffusion des valeurs qui lui sont chères. Hélas, la réalité ne se plie pas à cette vision.

*
* *

Jean-David Levitte : Je m'interroge sur la pertinence de l'adjectif « multipolaire » pour caractériser le monde actuel. Personne ne peut contester que, durant dix années, à la suite de l'implosion de l'empire soviétique, le monde a été unipolaire. Mais peut-on vraiment soutenir que nous soyons à présent passés dans un monde multipolaire, avec tout ce que cela implique de vision collective des choses ?

Après la crise des *subprimes* et avec la création du G20, le monde a connu un moment heureux où les acteurs du G20 étaient unis dans la peur collective du chaos. La peur ayant disparu, le G20 a aujourd'hui perdu son élan et le monde n'est plus en mesure, me semble-t-il, de faire face aux défis collectifs qu'il devrait pourtant impérativement relever. L'impuissance collective manifestée au niveau mondial face au réchauffement climatique en est une bien triste illustration. J'aurais personnellement tendance à parler d'un monde apolaire et non d'un monde multipolaire.

Réponse : J'ai parlé de multipolarité pour indiquer qu'à chaque moment du temps, dans des domaines différents, économique, militaire..., un certain nombre de puissances sortent du lot parce qu'elles ont une portée mondiale, et ces puissances partagent alors un intérêt commun à maintenir la stabilité du système. Sans doute s'agit-il d'un ensemble très fragile et c'est la raison pour laquelle j'ai introduit la notion d'« ensemble flou ».

*
* *

Georges-Henri Soutou : J'ai noté avec satisfaction que votre réflexion prenait en compte le renseignement. Celui-ci constitue en effet à mes yeux un excellent angle d'attaque pour décliner les différents modes de puissance, *soft power*, *hard power*, etc.

En ce qui concerne les drones et les assassinats ciblés, je tiens à dire que si les États-Unis agissent sur leur territoire, cela ne concerne qu'eux ; en revanche, quand ils perpètrent des assassinats à l'étranger et que le président lui-même s'en vante, ils contreviennent bien à des normes internationales et cela pose évidemment problème dans la mesure où toute discussion devient impossible.

Les unités actives que vous avez évoquées sont-elles toutes de même type par rapport à la puissance ? La notion de puissance est-elle elle-même toujours de même type ? Pour l'historien, il existe des unités actives, telle la Confédération germanique au XIX^e siècle, suffisamment puissantes pour empêcher les voisins d'empiéter sur leur territoire, mais pas suffisamment puissantes pour empiéter sur le territoire de ces voisins. Devenue le Reich bismarckien, l'unité active de la Confédération

germanique a changé de nature puisque, pendant trois générations, elle a pu créer des problèmes et susciter des conflits avec ses voisins européens. Ces constatations ne vous paraissent-elles pas propres à approfondir un concept utile, mais un peu tombé en désuétude, celui d'Europe-puissance ? Une Europe-puissance égale des États-Unis est évidemment une fantasmagorie. Par contre, une Union européenne, unité active en voie d'unification, qui parviendrait à maintenir son indépendance, *id est* sa liberté de choix, face aux grands défis mondiaux, vous paraît-elle concevable ?

Réponse : La question que soulèvent les assassinats ciblés à l'aide de drones est *in fine* celle de l'attitude américaine face au droit international. On sait que les États-Unis ne se sont jamais vraiment embarrassés de la notion d'extra-territorialité.

En ce qui concerne la classification des unités actives par rapport à la puissance, je crois nécessaire de distinguer très clairement trois catégories fondamentales : le pouvoir, le potentiel et la puissance.

Le pouvoir est une notion quasi technique désignant la possession de ressources et les capacités techniques permettant de les utiliser. Le potentiel désigne l'ensemble des objectifs qui peuvent être atteints. Quant à la puissance, c'est le passage à l'acte. À l'aide de ces trois catégories, il me semble que l'on doit pouvoir qualifier les différents types d'unités actives.

Sur l'Europe-puissance, j'approuve pleinement votre point de vue, sachant toutefois qu'on en revient à la notion de temps. Le service européen d'action extérieure, par exemple, se réalisera peut-être pleinement, mais il faudra à tout le moins deux ou trois décennies pour cela.

*
* *

Bernard Bourgeois : Vous avez parlé de la nécessaire « complémentarité » des divers pouvoirs (économique, militaire, intellectuel, etc.) au sein d'une puissance, en soulignant que l'un d'entre eux (pour vous l'économie) était le pouvoir « pré-conditionnant ». Leur unification relèverait donc essentiellement de leur interaction (le conditionnement est seulement le ce-sans-quoi), non commandée par l'un d'eux qui, comme pré-déterminant (le déterminant est le ce-par-quoi), serait le Un assurant l'unification. C'est là le schéma, au mieux structuraliste, qui pose, au principe, des éléments qui s'accrochent les uns aux autres (atomisme modéré par le *clinamen*). Mais il y a un autre schéma : celui d'une unification comme totalisation procédant de l'un des pouvoirs, prioritaire, assumant le rôle d'un Un principal, ainsi hégémonique. Si Goethe a raison de dire qu'on ne peut rien faire de grand sans se limiter à un objectif, alors réellement prioritaire, le pouvoir à mobiliser par toute grande politique doit être le pouvoir principal.

Votre choix est explicitement celui du premier schéma, interactif, confirmé qu'il est au niveau des relations entre les puissances proprement dites, par votre éloge de la « diplomatie en réseaux », seule efficace dans un monde devenu multipolaire.

Cependant, vous vous interrogez sur les conditions – et la possibilité même ? – de la constitution, si souhaitable pour la paix entre les puissances, d'un vivre-ensemble dans un monde sans hégémonie. La nécessité d'un objectif prioritaire exige de trancher entre une politique d'abord nationale (ce qui ne veut pas dire nationaliste, c'est-à-dire érigeant en valeur absolue le socle national, pour l'instant seul pleinement effectif) et une politique d'abord supra-nationale, continentale – par exemple européenne – sinon mondiale.

Sans être hégémoniste ou impérialiste, on peut douter de la possibilité de réaliser une unification directe, horizontale, des diverses nations, et par conséquent, considérer – sans aucunement négliger la recherche, vitale, de l'entente internationale – que l'objectif de la subsistance de nations fortes est prioritaire. D'ailleurs, pour ce qui est de l'Europe, celle-ci ne pourra être forte, en son entente pacifiante, que de la force même des nations européennes. Il m'a semblé que votre volontarisme réaliste incluait un souci de ce genre. Votre belle et grave conférence me paraît en témoigner.

Il y va, dans ce dilemme, du grand choix, où se partagent, au demeurant, les grandes philosophies. Est-ce l'Un qui est premier et peut seul assurer l'unification ? Est-ce, au contraire, le multiple et, donc, son processus, l'unification, qui est le principe, une unification qui seule devrait, si elle le peut, faire des multiples, un Un ? Ne pensez-vous pas qu'il faut choisir ?

Réponse : Votre référence à l'Un et au multiple comme critère de distinction entre les grandes philosophies est lumineuse. Pour moi, dans les situations pratiques, l'Un est une aspiration et le multiple une réalité.

Plutôt que d'unification, je préfère parler de coordination des pouvoirs. Il apparaît du reste que le problème de la coordination se pose toujours, quelle que soit l'échelle à laquelle le pouvoir est envisagé. Par exemple, contrairement à tout ce qu'on a entendu dire sur le « Petit Père des peuples », Staline n'exerçait pas un pouvoir véritablement absolu, mais il devait en permanence déléguer de vastes pans de son pouvoir, typiquement au niveau régional.

Une fois encore, je tiens à revenir sur la notion de temps. En effet, si j'ai mis le pouvoir économique comme « pré-conditionnant », pour reprendre votre locution, c'est bien sûr en l'inscrivant dans la durée. Aujourd'hui, la Corée du Nord a sans doute la possibilité d'infliger des dommages assez importants à la Corée du Sud, mais, dans le temps, elle sera perdante car son économie est trop fragile. Il suffirait du reste à Pékin de couper le robinet du pétrole et, en huit jours maximum, la Corée du Nord s'effondrerait.

Pour ce qui est du pouvoir « prédéterminant », le problème est que le leadership ne se décrète pas. L'émergence du leader s'inscrit toujours dans une situation particulière historique ou institutionnelle.

*

* *